



*Aux membres français du Comité de dialogue sur la responsabilité sociale (CDRS) d'EDF  
Par courrier électronique*

Ferney Voltaire, le 19 janvier 2021

**SOUTIEN AUX ACTIONS DES SYNDICATS FRANÇAIS EN FAVEUR D'UN SERVICE PUBLIC NATIONAL  
DE L'ÉNERGIE POUR TOUTES ET TOUS**

Chers/chères camarades,

L'ISP considère l'énergie comme un service public vital et comme une ressource stratégique, non pas comme une marchandise. En ces temps d'incroyable détresse sociale et économique pour les travailleuses et travailleurs et pour les populations du monde entier, il n'y a plus de place pour de discutables expériences de libéralisation et de privatisation de l'énergie. Il est temps de revendiquer l'énergie en tant que service public essentiel pour le bénéfice du plus grand nombre et non pas de quelques-uns.

L'ISP réitère son soutien indéfectible à la lutte des syndicats français de l'énergie afin d'arrêter la scission et la poursuite de la privatisation d'EDF. Nous vous félicitons pour le succès des grèves précédentes, notamment les 26 novembre et 10 décembre 2020, et exprimons notre solidarité avec la mobilisation du 19 janvier 2021. Par vos actions, vous défendez un système électrique français intégré et fort, au service des travailleurs/euses, des entreprises, des personnes et des territoires.

Le fait que le gouvernement Macron ait fait avancer le projet pendant les fêtes de fin d'année indique qu'il lui faut éviter le débat démocratique. Plus les gens se rendent compte des conséquences d'Hercule, plus l'opposition contre celui-ci augmente. Grâce à la mobilisation continue de vos membres, des représentant-e-s syndicaux/ales, des administrateurs/trices salarié-e-s, un nombre croissant de député-e-s, de maires/mairesse, d'associations d' élu-e-s et de personnalités publiques, tous partis confondus, réalisent que la scission d'EDF entraînera plus de pauvreté énergétique et une augmentation des inégalités, compromettant ainsi la résilience et la durabilité du tissu économique et social français.

L'expérience et les recherches internationales de l'ISP montrent que la scission et la privatisation des infrastructures électriques se traduisent généralement par une augmentation des prix pour les utilisateurs. Elles entraînent également une sous-évaluation systématique des actifs stratégiques payés par les contribuables, tels que les réseaux et les barrages hydroélectriques, et conduit à une détérioration de la qualité du service et à un approvisionnement peu fiable. Les entreprises privées sous-investissent également dans la recherche et le développement, ce qui nuit à la performance du système.

Depuis plus de 30 ans, la privatisation de l'énergie et la libéralisation du marché n'ont pas tenu leurs promesses de réduction des prix et d'amélioration de l'accès à l'énergie. Il suffit de regarder votre voisin, le Royaume-Uni.

[WWW.PUBLICSERVICES.INTERNATIONAL](http://WWW.PUBLICSERVICES.INTERNATIONAL)

L'Internationale des Services Publics est une fédération syndicale internationale qui regroupe plus de 700 syndicats représentant 30 millions de travailleurs/euses dans 154 pays. Nous faisons entendre leur voix auprès des Nations Unies, de l'OIT, de l'OMS et d'autres organisations régionales et mondiales. Nous défendons les droits syndicaux et du travail et luttons pour l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP se conforme à la législation de l'Union européenne sur la protection de la vie privée (RGPD). Veuillez-vous référer à notre [politique de confidentialité](#) ou contacter [privacy@world-psi.org](mailto:privacy@world-psi.org) si vous souhaitez consulter, mettre à jour ou supprimer vos coordonnées. [Abonnez-vous](#) à nos listes de diffusions.

Le système électrique intégré français reste un bastion pour les partisans de l'énergie publique et une référence pour de nombreux pays qui cherchent à (re)construire des systèmes énergétiques intégrés, et à fournir un approvisionnement accessible, des opportunités d'emploi décent et les conditions nécessaires pour mener une transition énergétique juste et efficace.

Nous sommes avec vous pour demander le retrait immédiat du projet Hercule. Avec vous, nous exigeons, à la place, que la direction d'EDF et le gouvernement français s'engagent rapidement dans un dialogue et des négociations constructives avec les syndicats et les institutions démocratiques françaises. Ce dialogue devra définir un avenir durable et de service public pour un système électrique national qui œuvre pour toutes et tous, non pas uniquement pour les bénéfices de quelques-uns.

Nous sommes prêts à contribuer à ce dialogue avec notre expérience et notre expertise mondiale sur les dangers posés par la privatisation du secteur, désormais accumulées pendant de trop nombreuses années et dans bien trop de pays. Le dogme idéologique de la supériorité du marché, combinée à des mesures d'austérité myopes et injustes, ne doit pas affaiblir ou mettre en péril vos infrastructures publiques de l'énergie.

Avec mes salutations syndicales,



Rosa Pavanelli  
Secrétaire générale de l'ISP